

Média, information et citoyen

Jean-Claude Leclerc¹

Les médias
remplissent-ils leur rôle
d'informateur ou sont-ils devenus
des supports de propagande ?
Peuvent-ils susciter de véritables
débat politiques dans une société
qui a d'autres priorités ?
Quel genre d'informations
peut capter l'intérêt de
citoyen-ne-s qui sont
devenus de simples usagers
et des consommateurs ?
Le point de vue d'un
journaliste.

De nos jours, quelles décisions importantes le citoyen ou la citoyenne peut-il encore prendre, pour lesquelles les médias auraient à lui fournir toute l'information nécessaire ?

La personne citoyenne doit élire un gouvernement, c'est vrai. Heureuse est-elle si elle peut aussi choisir son travail. Toutefois, il lui est devenu quasiment impossible d'adopter un syndicat plutôt qu'un autre. Elle peut encore magasiner son logis ou son auto, voire sa destination de vacances. Mais, à moins de lui payer l'enseignement privé, elle n'a plus le pouvoir de décider à quelle école envoyer ses enfants. Elle possède encore le droit de choisir son médecin, mais pas son hôpital. Parmi les décisions importantes qui lui reviennent, il y a également celle de choisir son conjoint ou sa conjointe. Mais la personne citoyenne a perdu la liberté qu'elle avait de faire un testament², sauf pour décider où ira sa dépouille.

Bref, le citoyen ou la citoyenne a fort peu de choses à décider pour sa vie au travail, l'école de ses enfants, les soins médicaux de sa famille, ou ses biens que le fisc ne lui a pas confisqués. Des bureaucraties gouvernementales, syndicales, corporatives, médicales le dominant, même là où il se croirait suffisamment informé pour souhaiter des politiques différentes ou de meilleures décisions. Son seul recours, quand les droits qui lui restent sont lésés, c'est d'aller en cour, s'il est patient, ou, si son cas s'y prête, de s'adresser à un journal en quête d'histoires choc.

On comprend dès lors qu'ayant si peu de vraies décisions à prendre, hormis celle de voter aux quatre ans, la personne citoyenne n'attend pas beaucoup des médias, et que ceux-ci, rarement sollicités par elle, ressentent de moins en moins l'obligation de lui fournir « l'information nécessaire ». Dans une société où la consommation tient lieu de participation, les vedettes du sport ou de l'écran occupent la première place. Le citoyen, qui est souvent une citoyenne, vit de grandes choses mais par procuration, à travers les téléromans, ou encore les heurs et malheurs d'une princesse à la mode.

Et pourtant, on ne manque pas d'informations, ni de sources où les apprendre, ni de journalistes pour les faire connaître. Comment se fait-il qu'il y ait si peu de nouvelles, ou qu'elles arrivent le plus souvent en retard, quand hélas il n'est plus possible d'ignorer la réalité ? Bien sûr, quelques journalistes sont atteints de paresse,

ayant trop de salaire à dépenser pour avoir le loisir de fouiller le dossier ou d'aller sur place voir ce qui s'y trame. Bien sûr, tel commanditaire fait mine de retirer sa lucrative pub couleur, si votre magazine préféré la dépare en étalant autour de trop scandaleuses révélations. Mais tout cela n'explique pas le formidable décalage qui s'est creusé entre tout ce qui bouge, crie ou meurt dans les faits et ce que les médias en rapportent.

Censure ? Complot ? Démission ? pas vraiment.

Chaque jour, les rédactions sont prises d'assaut par des centaines de personnes et de groupes qui cherchent à se gagner la faveur du public en se présentant sous un jour « positif ». Au lieu de publier une franche publicité, qui manquera parfois de crédibilité, ils préfèrent donner à leur propagande les apparences de l'information, laquelle ne manque pas de poids, malgré tout. De la société la plus tapageuse au groupuscule le plus obscur, tout le monde accapare les médias et prend

*Dans une société
où la consommation
tient lieu de participation,
les vedettes du sport ou
de l'écran occupent la
première place.*

*Comment se fait-il
qu'il y ait si peu de nouvelles,
ou qu'elles arrivent le plus souvent en retard,
quand hélas il n'est plus possible
d'ignorer la réalité ?*

ainsi la place du journaliste et des... informations. Et même quand il arrive qu'une information sorte du sac, c'est souvent parce que la source de cette révélation cherche à avantager sa cause ou à nuire à celle d'autrui.

Paradoxalement, après avoir contribué au triomphe de la démocratie, les médias en sont désormais des victimes. Partis et religions, compagnies et syndicats, services et laboratoires, universités et prisons, tous les milieux possèdent des informations qu'il faudrait rendre publiques, afin que le citoyen ou la citoyenne puisse porter un jugement éclairé sur sa classe politique ou religieuse, sur les entreprises et le monde du travail, sur l'enseignement ou la sécurité publique. Mais par crainte d'être mal vu de la société, ou banni de son propre milieu, on se tait. Car, dans une démocratie qui permet la libre confrontation des idées et des réalisations, rien n'est plus fort ni surtout plus dangereux que l'information.

Gouverner, c'est faire croire, pensait avec raison Machiavel, trois siècles avant Napoléon. Celui-ci rajoutera : « Si je lâche la bride à la presse, je ne resterai pas trois mois au pouvoir. » Deux siècles après, les médias jouent toujours un rôle crucial dans la prise de décisions des gouvernements. Mais qu'en est-il du citoyen ou de la citoyenne qui les élit ?

Certes, les médias ne manquent pas d'informations valables, pour qui prend le temps d'y prêter attention. Toutefois, pour que circule une nouvelle ou une explication éclairante, il ne suffit pas d'un émetteur. Encore faut-il un récepteur. Et là, la réception n'est pas toujours aussi claire qu'il le faudrait. « Donnez-moi un lecteur objectif, et je lui présenterai un journaliste

objectif», a-t-on pu déjà dire. Préjugés, aspirations, peurs, illusions sont autant de filtres qui empêchent le public de saisir un message. Bien sûr, ces médias qui carburent à l'hystérie ont une part de responsabilité dans cette déformation du récepteur, comme aussi maints prêcheurs, écrivains et autres éducateurs qui ont, au fil des siècles, biaisé la culture des gens et leurs perceptions du monde. Mais la lutte contre l'ignorance ou l'aveuglement est une mission qui n'incombe pas aux seuls journalistes.

Soulever pareille question, c'est s'interroger sur les valeurs et les priorités d'une communauté. Il ne saurait y avoir plus de vérité, de risque, de débat véritable dans les médias qu'il n'y en a dans la société elle-même. Qu'on aime cela ou non, il n'existe pas de raccourci pour parvenir à la maturité démocratique. Une société autoritaire comme celle du Québec a pu, le temps d'une Révolution tranquille, aménager tout un État et quelques espaces de liberté. Mais les mœurs n'ont pas partout suivi, ni dans les administrations et les entreprises, toujours fortement hiérarchisées, ni même dans les organisations censément progressistes ou les mouvements de... citoyen-ne-s.

Bref, la démocratie et l'information, filles jumelles de la liberté, ont encore un bel avenir devant elles. À condition de le conquérir.

1. Éditorialiste au journal *Le Devoir* pendant plusieurs années, puis columnist au quotidien *The Gazette*, l'auteur enseigne maintenant le journalisme à l'Université de Montréal. Il tient aussi une chronique sur les médias dans le magazine des journalistes du Québec, *Le 30*.

2. Fait référence à la loi sur le partage du patrimoine familial.